

ravitaillement. Dans le numéro suivant seulement, Parisot se souvient des grands moulins.

Pour le 1^{er} mai, autre manifestation d'incohérence. La note hebdomadaire informe le parti : « Nous ferons donc une propagande générale pour le retour aux traditions des 1^{er} mai de combat, mais nous ne lancerons pas le mot d'ordre de 1^{er} mai de combat qui ne correspondrait à aucune possibilité. » Notons que cette note hebdomadaire déniait toute possibilité de combat quatre jours avant la grève Renault. Mais immédiatement après avoir lu cette note, le membre du parti ouvrait le journal du 25 avril (n° 168) et il y trouvait, en gros caractères, le mot d'ordre : « Défilé ? Non, combat ! »

Quand, plus tard les stalinien quittent le gouvernement pour pouvoir rétablir leur emprise sur la classe ouvrière, tandis que

l'un des rédacteurs donne cette explication correcte du départ des stalinien, dans le même numéro un autre rédacteur donne comme explication un succès du plan Truman. Autrement dit, l'action des grévistes a servi l'impérialisme américain.

Arrêtons cette énumération. Chaque numéro du journal donnait la matière à plusieurs pages d'observations de ce genre. Il était impossible de savoir sur quelle ligne la direction du parti et du journal travaillaient. Chaque semaine, c'était l'improvisation pure et simple, au gré des événements et des pressions qui s'exerçaient sur la direction. Et étant donné que le stalinisme dispose d'une force considérable en France, c'est sa pression qui se manifestait avec le plus de netteté. C'est de là que vient cette adaptation au stalinisme, cette véritable capitulation devant lui, qui en feront un scandale avéré, non seulement dans le parti et dans l'Internationale, mais aussi chez de larges couches de sympathisants loin de nos luttes de tendances.

Les propositions de la minorité du B. P. : un programme d'action et un C. C. élargi

C'est dans ces conditions que la minorité décida d'intervenir. Seul un congrès du parti pouvait fournir une ligne, une orientation d'ensemble. Mais il fallait du temps pour le préparer, car on ne peut substituer la conviction de quelques camarades dirigeants à celle du parti tout entier. Un tel congrès eût exigé deux à trois mois de discussion. Entre temps, le parti devait vivre, agir. On ne pouvait mettre la clef sous la porte « pour cause de discussion », les discussions elles-mêmes auraient dégénéré en l'absence d'une activité réelle. C'est pourquoi nous avons proposé un programme d'action et demandé qu'un organisme aussi représentatif que possible du parti l'adopte et nomme une direction capable de faire passer ce programme d'action dans la vie et de préparer le congrès.

Nous ne reprendrons pas ici le détail de ce programme d'action que les camarades peuvent lire dans « Le parti en danger ». Il pouvait bien entendu être amendé, complété. Ce qui était essentiel, à nos yeux, c'est qu'il s'agissait non d'une série de recettes, mais d'un ensemble de mots d'ordre qui trouve son origine dans le caractère instable de la situation, qui répond aux besoins immédiats des masses et qui leur donne le moyen concret de lutter, à partir de la situation présente, contre le régime capitaliste. C'était l'application aussi réaliste que possible du programme de transition à la situation actuelle.

Ce programme formait un tout. Nous ne croyons pas du tout bon que la direction et la rédaction aient à faire chaque semaine des efforts d'imagination pour trouver des formules nouvelles. Le résultat de tels efforts, on l'a vu dans « La Vérité ». L'art d'une direction n'est pas de faire preuve, chaque semaine, d'imagination dans des mots d'ordre. C'est sur la base d'une politique cohérente, définie pour une certaine période, de savoir en chaque circonstance saisir le maillon le plus accessible afin de tirer à soi toute la chaîne. Si l'on met à la disposition du parti et de la rédaction une politique cohérente, alors l'art de ceux qui feront le journal et de ceux qui conduiront l'activité du parti à chaque échelon, sera d'utiliser les faits les plus saillants à un moment donné pour illustrer tel point de notre programme, pour développer à partir de là l'ensemble de ce programme et — car nous sommes le parti de la lutte révolutionnaire des masses — pour donner les directives nécessaires pour l'action. A tout cela, la direction et la rédaction étaient loin de répondre.

Quant à la question du C. C. élargi que nous avons proposé

et au sujet duquel on a crié au scandale, l'affaire est pourtant très simple. Le C. C. actuel n'est pas représentatif du parti. Plusieurs membres de la majorité ne participent plus au travail du parti. Certains d'entre eux (Beaufrère, Séverin) théorisent même leur attitude, prétendant servir le parti hors de ses rangs. Ces membres du C. C. qui viennent y voter tous les deux ou trois mois et qui laissent à d'autres le soin de réaliser les décisions prises par eux dans l'ignorance des besoins, des pensées, des volontés du parti agissent de façon irresponsable. Nous pensons que les membres de la majorité qui ont la charge de la direction du parti et qui se trouvent en nombre très restreint contesteront difficilement ce que nous venons de dire, surtout après la session des 25 et 26 mai.

Nous avions préconisé une solution qui permettait une représentation aussi fidèle que possible du parti, sans devoir recourir à un congrès. Cette assemblée aurait pu prendre les mesures urgentes de redressement politique et organisationnel nécessaires. Cette solution n'était pas si extraordinaire que cela. Il eût été possible, majorité et minorité, de s'entendre sur un mode de représentation, comme nous l'avons fait pour la conférence nationale sur la question de l'U.R.S.S. Personne ne pouvait prévoir ce qui serait effectivement sorti d'une telle assemblée, mais il ne pouvait y avoir de raison de craindre quoi que ce soit, car le redressement du parti n'est pas possible autrement qu'en associant celui-ci dans un effort collectif.

Les propositions faites par nous et auxquelles s'étaient associées les camarades Soudran, Michèle et Marcoux, furent repoussées sans débat, sans la moindre contre-proposition, par un B. P. où un vote mécanique de cinq voix contre trois remplaçait l'argumentation. C'est pour faire connaître au parti cette fiction d'une direction collective que nous avons démissionné du B.P., c'est pour l'alerter en présence d'un grave danger.

A ce propos, il faut encore observer que la majorité du B.P. qui s'était tenue politiquement au-dessus du C.C. en ignorant la résolution du 9 mars, s'est également tenue organisationnellement au-dessus du C.C. en ne le convoquant pas depuis le 12 avril (date de notre retrait du B.P.) jusqu'à la fin de mai. Notre retrait du B.P. était un acte suffisamment grave pour que la majorité du B.P. fasse appel au C.C. — dont le B.P. n'est au fond que l'émanation — et lui demande d'examiner dans quelles conditions le parti devait être dirigé. Mais la majorité a préféré avoir un B.P. « homogène » plutôt que de consulter même le C.C., si peu représentatif soit-il.

La réponse politique de Geoffroy

Pendant plusieurs semaines, Geoffroy, qui était alors le porte-parole de la majorité, se cantonna dans des questions formelles. Ce n'est qu'au moment où se tint l'assemblée générale de la région parisienne qu'il aborda les problèmes politiques avec son article du 21 avril : « Le parti ne doit pas céder aux tentatives de confusion politique. »

Remarquons tout d'abord que Geoffroy s'est dérobé dans cet article comme dans toute la discussion sur la question principale soulevée par la minorité, à savoir la capitulation devant le stalinisme. Il ne dit pas un mot à ce sujet, pour une raison

très simple : il ne fallait pas que la majorité se dissociât. Il fallait donc glisser sur le fait que, dans ses rangs, on entend des défenseurs à peine camouflés du stalinisme. On sait que Perrin, Rapp, des rédacteurs du journal, pensent que le problème dominant est la troisième guerre mondiale, qu'il n'y a de choix qu'entre l'impérialisme et le stalinisme. On sait aussi qu'au comité régional parisien Norval prétendait qu'il n'aurait pas fallu utiliser les révélations du Budenz sur l'assassinat de Trotsky au moment où le parti stalinien aux Etats-Unis pouvait être mis dans l'illégalité. Les uns capitulent franchement